Selon le rapport, l'insuffisance de l'activité entrepreneuriale et de l'initiative individuelle au Canada tient en partie à la fois à l'importance de la dette étrangère et du déficit par rapport au PIB et des dépenses publiques de consommation. Dans la logique du rapport, si les compressions budgétaires entraînent une réduction de la taille et de l'influence relatives du secteur public canadien, cela favorisera l'esprit entrepreneurial et bonifiera à terme la compétitivité canadienne.

Un lourd fardeau fiscal est l'une des façons par lesquelles un gros secteur public peut nuire à l'initiative du secteur privé. Au Canada, l'ensemble des recettes fiscales sont passées d'environ 32 % du PIB en 1980 à près de 38 % au début des années 1990[13]. Un fardeau fiscal important et croissant n'est pas de nature à améliorer la compétitivité sur les marchés internationaux. Le fardeau fiscal au Canada est sensiblement plus élevé que celui de ses principaux partenaires commerciaux -- les États-Unis et le Japon. Il ne pourra diminuer (ou à tout le moins cesser d'augmenter) que si le gouvernement s'attaque à son déséquilibre budgétaire et notamment au volet structurel de ce dernier.

Réduction des taux d'intérêt et augmentation des investissements

La pression à la hausse sur les taux d'intérêt réels est l'un des effets macroéconomiques les plus importants résultant de déficits élevés consécutifs et d'un endettement considérable. Durant les années 1980, par exemple, quand le déficit fédéral s'est accru de façon spectaculaire proportionnellement au PIB, les taux d'intérêt réels étaient en moyenne de 6,2 %[14]. Dans les années 1970, le taux d'intérêt réel était de seulement 1,1 %. Il y a généralement deux façons dont les déséquilibres budgétaires influencent les taux d'intérêt. D'abord, au niveau du solde épargne nationale-investissement, les déficits drainent l'épargne, augmentant de la sorte le

[13] Voir le ministère des Finances, *Les défis économiques du Canada*, Ottawa, janvier 1994, p. 48.

[14] Le taux d'intérêt réel représente le rendement moyen des obligations à plus de dix ans du gouvernement du Canada moins la croissance sur une base annuelle du déflateur PIB. Voir T. Macklem, *op. cit.*, p. 47. Il y a lieu de noter que l'augmentation du déficit canadien n'a pas été la seule cause de la montée des taux d'intérêt réels au Canada dans les années 1980. Entre les années 1970 et 1980, les taux d'intérêt réels dans les grands pays industrialisés ont grimpé pour diverses raisons. Les taux canadiens étaient et continuent d'être influencés dans une large mesure par les développements internationaux. Voir H. Howe et C. Pigott, « Determinants of Long-Term Interest Rates: An Empirical Study of Several Industrial Countries », dans le *Quarterly Review*, Federal Reserve Bank of New York, Vol. 16, No. 4, Winter 1991-92, p. 12-28.